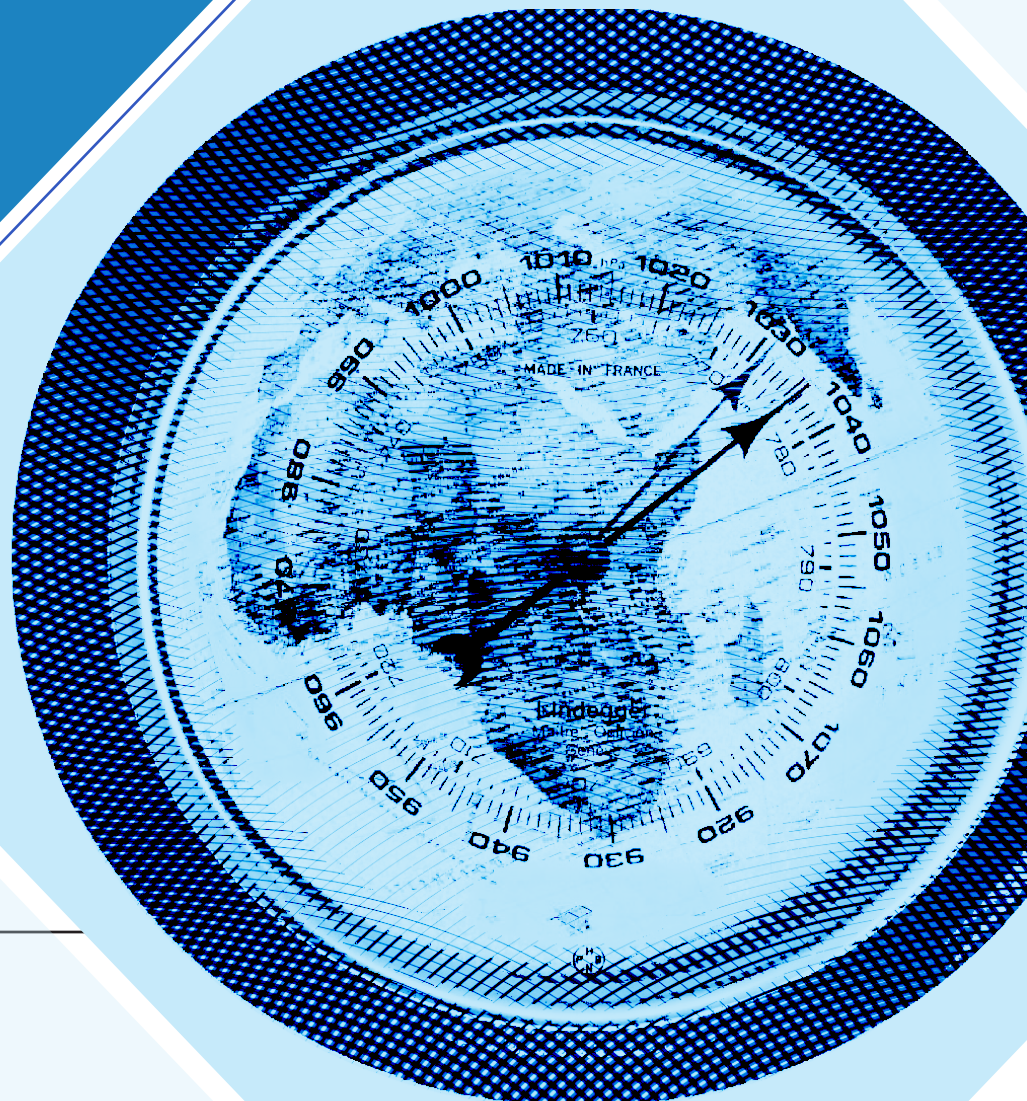


BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE N°8

Les Français·es et la réponse à la crise sanitaire dans le monde : une demande de solidarité internationale

Octobre 2021



INTRODUCTION

La découverte et le déploiement à grande vitesse de vaccins anti-Covid-19 ont suscité de nombreux espoirs pour mettre fin à la pandémie. Pour autant, l'inégal accès aux vaccins selon le niveau de richesse des pays est venu rappeler avec force la persistance de la fracture Nord-Sud. Un constat dont les Français-es ont parfaitement conscience, comme l'indiquent les résultats de notre sondage administré entre le 30 avril et le 5 mai 2021.

Ainsi, trois Français-es sur quatre ont conscience que les pays à haut revenu ont davantage accès à la vaccination que les pays à faible revenu, et la moitié considère que ces derniers ont fait face à des difficultés sanitaires plus importantes.

Dans ce contexte, 51 % des Français-es estiment que la priorité devrait être de protéger équitablement les populations vulnérables et les personnels de santé de tous les pays en même temps. À l'égoïsme de la préférence vaccinale nationale, tout se passe comme si les Français-es avaient plutôt tendance à préférer la solidarité internationale.

Comment éradiquer un virus qui préoccupe simultanément 7,8 milliards d'individus depuis plus de 18 mois ? Comment faire en sorte que toutes les populations du monde puissent avoir accès aux vaccins dans la même temporalité ? Comment assurer une réponse mondiale plus équitable au prochain épisode pandémique, que 71 % des Français-es estiment probable d'ici à 2030 ? Des réponses se dessinent à partir des résultats de ce sondage mené auprès d'un échantillon de 2 066 personnes représentatives de la population française, réalisé dans le cadre de notre programme de recherche-action mené avec les universités UCL et Birmingham University.

Aussi, afin d'assurer un accès équitable aux vaccins, une majorité des Français-es estiment que les laboratoires pharmaceutiques devraient réduire les prix des vaccins (78 %), que ces prix devraient être rendus publics (69 %), ou encore que les droits de propriété intellectuelle sur les outils de lutte contre la pandémie devraient être temporairement suspendus (60 %).

Pour faire en sorte que tous les pays aient accès aux traitements et vaccins, 33 % des Français-es estiment que leur gouvernement devrait faire plus d'efforts, et 39 % qu'il en fait suffisamment. Pour autant, interrogés à nouveau quelques mois plus tard, en août 2021, 45 % déclaraient que la France devrait consacrer une part plus importante de son aide publique au développement à la lutte contre la pandémie.

La nécessité d'une solidarité à l'échelle du monde semble n'avoir jamais été aussi bien comprise que depuis qu'il est question d'enjeux sanitaires en période de pandémie de Covid-19. Une personne sur quatre se déclare aujourd'hui plus solidaire avec les personnes vivant dans d'autres pays que la France, et une majorité de Français-es (57 %) s'estiment en mesure de comprendre ce que c'est de vivre dans un pays en développement.

Le refus massif de toute idée de privilège au profit des pays industrialisés, dont la France, doit-il être perçu comme un revirement en faveur d'un soutien plus déterminé et plus pérenne à la solidarité internationale ? À ce jour, rien ne permet de présumer un tel changement de paradigme dans le précaire équilibre entre les égoïsmes nationaux et le souhait de résoudre les inégalités entre les pays. Tout au plus peut-on imaginer que la pandémie de Covid-19 a eu un effet catalyseur sur les opinions des citoyen·nes qui n'étaient ni farouchement en faveur de la solidarité internationale, ni fermement engagés.

À y regarder de près, à distance d'une générosité inédite, cet élan mesuré dans les opinions françaises reflète sans doute une prise de conscience de nos interdépendances à l'échelle de la Terre. Ce constat fait écho au concept « d'interconnexion fondamentale » formulé par Judith Butler et Frédéric Worms, pour qui « Le Covid est une maladie du monde interconnecté (...) qui ne s'arrête pas aux frontières de la communauté ou de la nation »¹. Un phénomène contemporain que l'on peut également observer dans le registre environnemental à propos des enjeux climatiques aux conséquences planétaires.

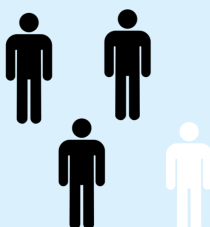
La pandémie et plus précisément, l'accès aux vaccins, aura peut-être permis une relative prise de conscience du rôle que les pays tels que la France doivent jouer pour soutenir les pays les plus démunis face à une crise d'une telle ampleur. Cette prise de conscience des inégalités mondiales suggère une évolution des opinions qui devra être confirmée par des études ultérieures. Il faudra s'assurer que cette adhésion au principe de solidarité, partagée dans un contexte de pandémie, sera susceptible d'être transposée dans d'autres registres tels que l'éducation, la lutte contre le changement climatique, les droits fondamentaux, etc. Il est certainement trop tôt pour se réjouir, notamment à l'heure où la tentation, en France comme ailleurs, de replis nationalistes, représente une menace favorisant l'émergence des populismes, très loin de la perception internationaliste d'enjeux mondialisés.

¹ Butler Judith, Worms Frédéric, *Le vivable et l'invivable*, éditions PUF, Paris, 2021

BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE N°8

LES GRANDS ENSEIGNEMENTS

Trois
Français-es
sur quatre



ont conscience que
les pays à haut revenu
ont davantage accès à la vaccination
que les pays à faible revenu



Une majorité de Français-es (51 %) se déclare en faveur d'un égal accès aux vaccins à l'échelle de la planète, quitte à donner la priorité aux personnels de santé et aux personnes les plus vulnérables dans tous les pays simultanément.

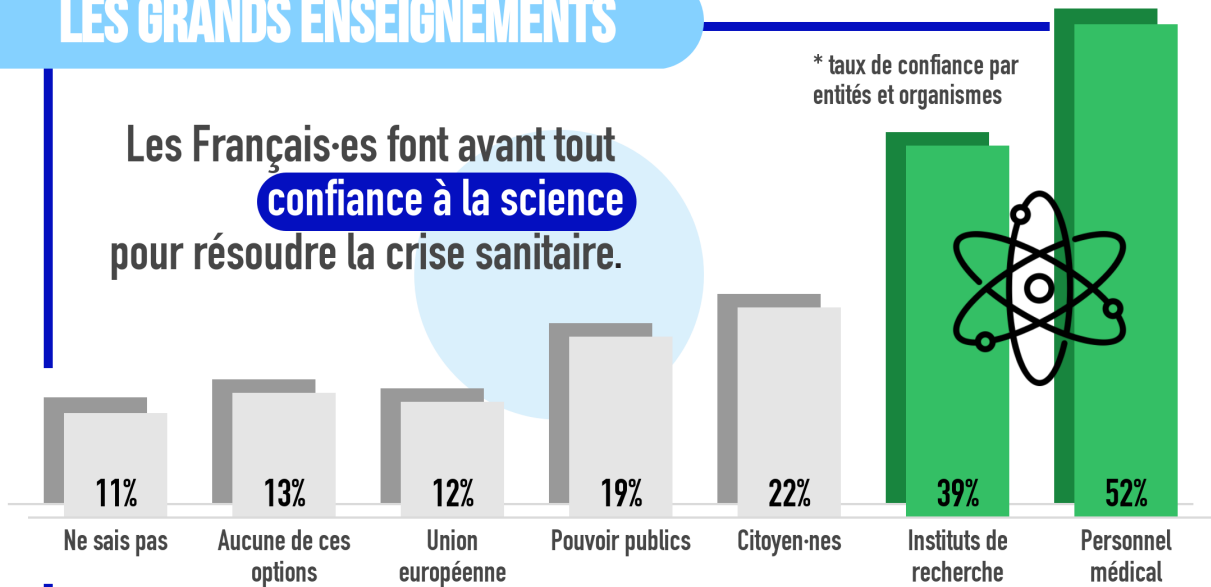
60 %

des Français-es se déclarent en faveur d'une suspension des brevets pour faciliter l'accès aux traitements et vaccins à l'échelle du monde.



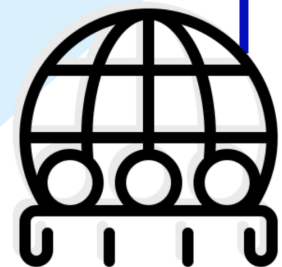
LES GRANDS ENSEIGNEMENTS

Les Français-es font avant tout **confiance à la science** pour résoudre la crise sanitaire.



Depuis le début de la pandémie

25 % des Français-es se déclarent **plus solidaires des personnes vivant dans d'autres pays.**



71 % des Français-es estiment qu'une prochaine pandémie comparable à celle de Covid-19 va se produire à nouveau d'ici à 2030.

SOMMAIRE

1

Du souci de soi au souci de l'autre : mieux comprendre ce à quoi « les autres » font face

page 8

- 57 % des Français-es déclarent comprendre ce que c'est de vivre dans un pays en développement
- La dimension vertueuse de la sensibilisation vis-à-vis du soutien à l'aide publique au développement
- Les Français-es perçoivent des conséquences de la pandémie de Covid-19 différenciées selon le niveau de richesse des pays et selon le type de conséquences de la crise
- La répartition inégale des vaccins anti-Covid-19 entre pays riches et pays pauvres est parfaitement identifiée par les Français-es

2

Faire en sorte que tous les pays puissent avoir accès aux vaccins et aux traitements contre la pandémie de Covid-19

page 15

- Les Français-es plébiscitent l'égalité de traitement à l'échelle du monde dans l'attribution des vaccins
- Réduire les prix des vaccins : une évidence pour en favoriser l'accès aux pays en développement
- Plébiscite en faveur de la transparence des prix des vaccins
- 60 % des Français soutiennent l'idée d'un libre accès aux brevets des vaccins contre la Covid-19
- Les Français-es soutiennent toujours la levée des brevets
- Une relative responsabilité de la France dans la répartition des vaccins et des traitements anti-Covid-19
- Le soutien financier de la France à destination des pays pauvres pour lutter contre la pandémie paraît plutôt suffisant
- Lutter contre la pandémie de Covid : une priorité attendue de l'aide publique au développement

3

La pandémie de Covid-19 : un nouvel enjeu mondial qui nécessite des réponses appropriées

page 26

- Les Français ont avant tout confiance dans la science pour apporter des réponses à la crise sanitaire
- La perception des enjeux auxquels sont confrontés les pays en développement pour faire face à la pandémie de Covid-19
- Privilégier une solidarité basée sur un partage des savoir-faire en matière scientifique et médicale
- Nous serions désormais entrés dans l'ère des pandémies
- Pour la majorité des Français-es, les plans de relance doivent respecter des objectifs de développement durable

DU SOUCI DE SOI AU SOUCI DE L'AUTRE : MIEUX COMPRENDRE CE À QUOI « LES AUTRES » FONT FACE

En période de pandémie, la conscience d'un front commun partagé par tous les individus de la planète faisant face au même ennemi viral favorise, probablement plus que jamais auparavant, une forme de compréhension de ce à quoi les autres font face, y compris dans des géographies éloignées. Soudain, ce qui arrive ailleurs est susceptible de ressembler, dans une certaine mesure, à ce qui arrive ici en France, et vice-versa. À partir de plusieurs questions, nous avons voulu mesurer ce sentiment de proximité, qui tantôt relève d'un ressenti personnel, tantôt s'appuie sur une connaissance objective d'une situation qui sévit, sous des formes à la fois similaires et variées, dans tous les pays du monde simultanément.

EN RAISON DE LA PANDÉMIE DE COVID-19, LES FRANÇAIS-ES SE CONSIDÈRENT PLUS SOLIDAIRES DES PERSONNES VIVANT DANS « D'AUTRES PAYS »

Interrogés 16 mois après le début de la pandémie de Covid-19 en France, soit après trois vagues épidémiques, plus de 100 000 décès imputés au SARS-COV2, de longs mois de confinement à répétition et les craintes d'une plongée économique, 25 % des Français-es se déclarent aujourd'hui plus solidaires avec les personnes vivant dans d'autres pays que la France.

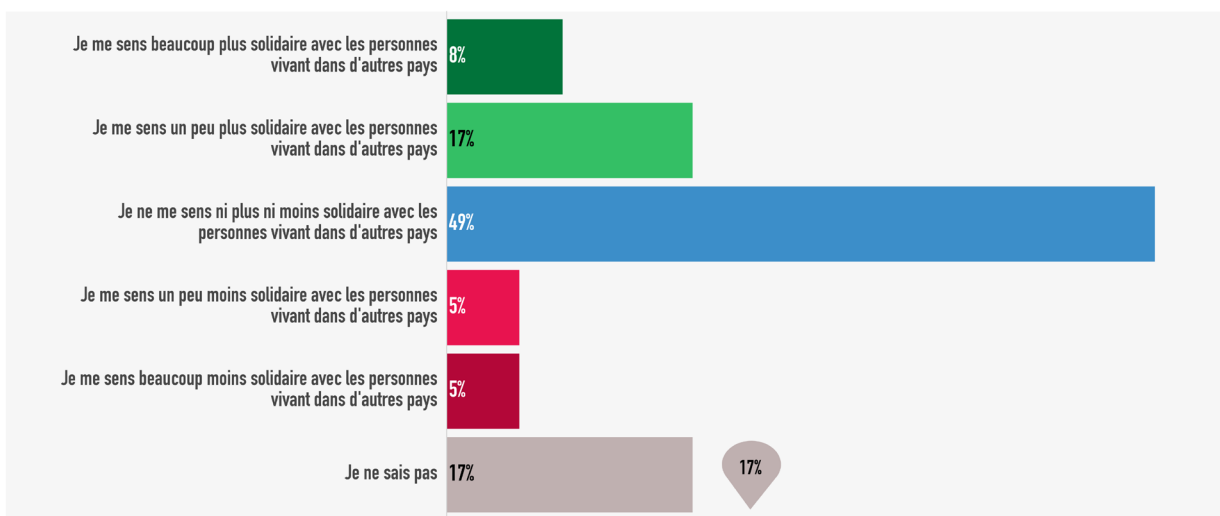
D'un peu plus près, on remarque cependant qu'une majorité (49 %) estime ne pas avoir changé de point de vue, tandis que 10 % déclarent se sentir moins solidaires. Autrement dit, dans une certaine mesure, l'aspect mondialisé de la pandémie aurait permis à un quart des personnes interrogées de prendre conscience d'une communauté de destin au-delà des frontières nationales.

Les jeunes de 18 à 24 ans sont les moins susceptibles de se déclarer plus solidaires avec les populations d'autres pays (-9 points de pourcentage que la moyenne des Français-es). En revanche, les sympathisant-e-s de gauche (+10 points) et du centre (+7 points) sont plus nombreux à faire part d'un plus grand sentiment de solidarité, soit respectivement un écart de 16 points à gauche et de 12 points au centre en comparaison avec les sympathisant-e-s de droite.

À noter qu'un nombre important de répondant-e-s (17 %) n'a pas su répondre à cette question qui pourtant, n'appelle pas une connaissance particulière des enjeux mais fait plutôt référence à un sentiment personnel.



DEPUIS LE DÉBUT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19, LAQUELLE DES AFFIRMATIONS SUIVANTES REFLÈTE LE MIEUX VOTRE SENTIMENT DE SOLIDARITÉ À L'ÉGARD DES POPULATIONS VIVANT DANS D'AUTRES PAYS ?

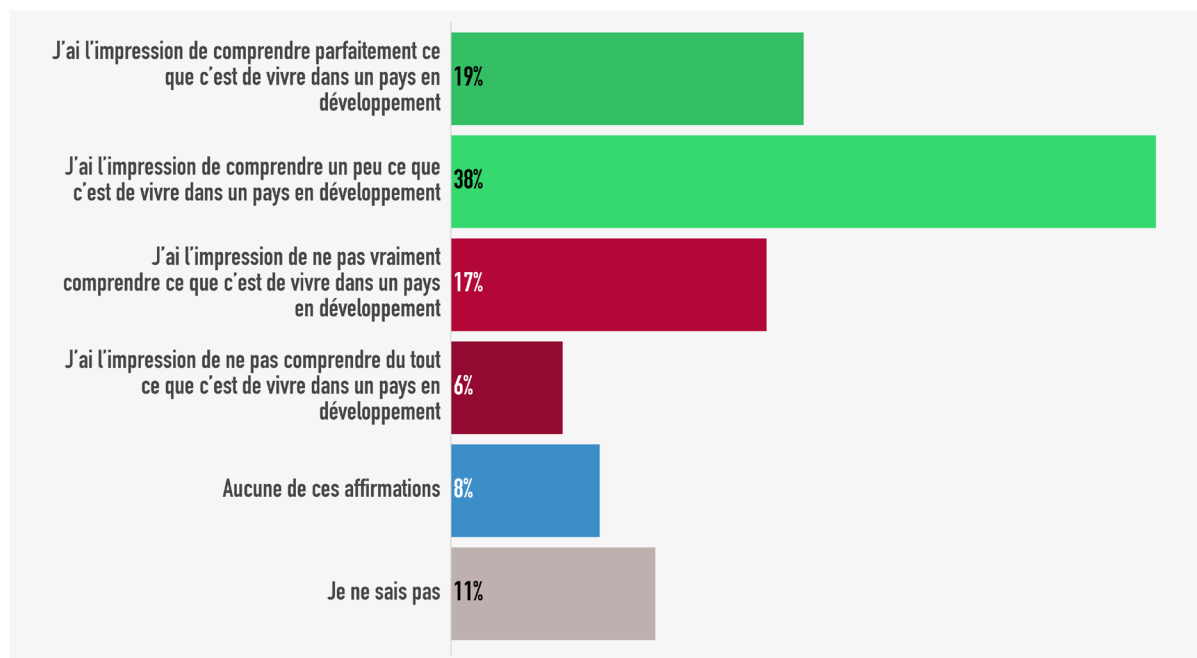


57 % DES FRANÇAIS-ES DÉCLARENT COMPRENDRE CE QUE C'EST DE VIVRE DANS UN PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Cette question a été formulée sans faire référence à la pandémie de Covid-19. Pour autant, et même si nous ne disposons pas de données comparatives pour mesurer l'évolution des réponses, une majorité de Français-es (57 %) s'estiment en mesure de comprendre ce que c'est de vivre dans un pays en développement. En quelque sorte, les répondant-e-s expriment « prendre conscience de leur entourage » selon les mots de Bruno Latour, c'est-à-dire démontrent une capacité à discerner d'un côté les aspects partagés, de l'autre les contextes différenciés ou les circonstances contrastées. Ces réponses expriment un certain optimisme, un terreau favorable, quand il s'agit de réfléchir au soutien ou à l'engagement des Français-es à l'égard des efforts réalisés, à l'échelle nationale, européenne ou internationale, pour résoudre les inégalités en augmentant les dispositifs en faveur d'une plus grande solidarité internationale.



EN RÉFLÉCHISSANT AUX AFFIRMATIONS SUIVANTES, VEUILLEZ INDICER LA PHRASE QUI REFLÈTE LE MIEUX VOTRE COMPRÉHENSION DE CE QUE C'EST DE VIVRE DANS UN PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

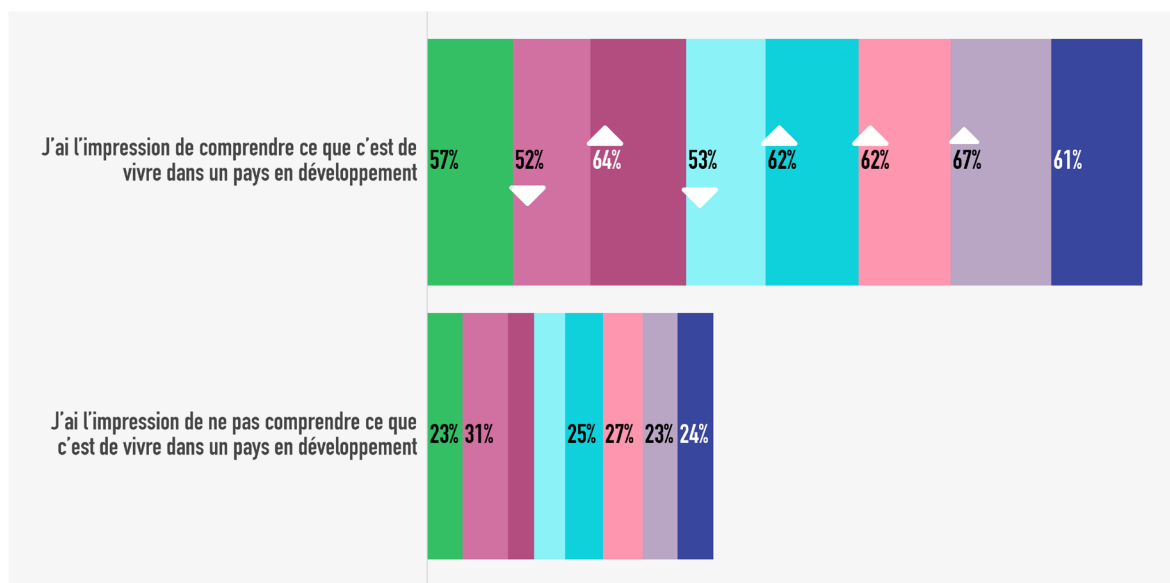


Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2066 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.deveconmlab.org

Ce sentiment de compréhension est particulièrement identifiable chez les personnes de plus de 55 ans (écart de 12 points avec celles de 18 à 44 ans), et chez celles au moins titulaires d'un Bac (écart de 9 points par rapport aux non-bacheliers). Les sympathisant·e·s du centre sont les plus nombreux (+10 points de pourcentage) à déclarer comprendre ce que c'est de vivre dans un pays en développement.



EN RÉFLÉCHISSANT AUX AFFIRMATIONS SUIVANTES, VEUILLEZ INDICER LA PHRASE QUI REFLÈTE LE MIEUX VOTRE COMPRÉHENSION DE CE QUE C'EST DE VIVRE DANS UN PAYS EN DÉVELOPPEMENT.



● Moyenne des Français ● 18 à 44 ans ● 55+ ans ● < Bac ● > Bac ● À gauche ● Au centre ● À droite

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2066 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.devcommslab.org

LA DIMENSION VERTUEUSE DE LA SENSIBILISATION VIS-À-VIS DU SOUTIEN À L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

De façon cohérente, le fait de déclarer comprendre ce que c'est de vivre dans les pays en développement est légèrement associé à une augmentation du pourcentage d'opinions en faveur d'une augmentation de l'aide publique au développement (APD).

Ainsi, parmi ceux qui déclarent avoir le sentiment de comprendre (au moins un peu) la situation des populations dans les pays en développement, 27 % sont en faveur d'une augmentation de l'APD, soit un écart de +4 points de pourcentage avec ceux qui déclarent "ne pas avoir l'impression de comprendre ce que vivent ces populations".

Selon la même logique, on observe que les répondant-e-s déclarant être allés au moins une fois dans un pays africain sont également plus nombreux (29%) à souhaiter une augmentation de l'aide publique au développement (écart de 8 points de pourcentage avec ceux qui ne sont jamais allés en Afrique).

Ces résultats confirment la corrélation entre le degré de connaissance et la volonté que les choses changent, ce qui vient corroborer les bénéfices des campagnes de sensibilisation visant à faire comprendre ou diffuser des informations qui permettent à chacun-e de se figurer la réalité concrète de destins contrastés.

À noter aussi, qu'indépendamment d'identifier l'origine de ce degré de sensibilisation, les discriminants sociodémographiques peuvent éclairer cette corrélation. Ainsi, les Français-es se déclarant de gauche ou du centre sont à la fois plus nombreux parmi ceux-elles qui pensent comprendre la situation dans les pays en développement et parmi ceux-elles qui souhaitent une augmentation de l'aide au développement.



EN RÉFLÉCHISSANT AUX AFFIRMATIONS SUIVANTES, VEUILLEZ INDIQUER LA PHRASE QUI REFLÈTE LE MIEUX VOTRE COMPRÉHENSION DE CE QUE C'EST DE VIVRE DANS UN PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

Sur les 2500 milliards d'euros de son Produit Intérieur Brut (PIB) total,

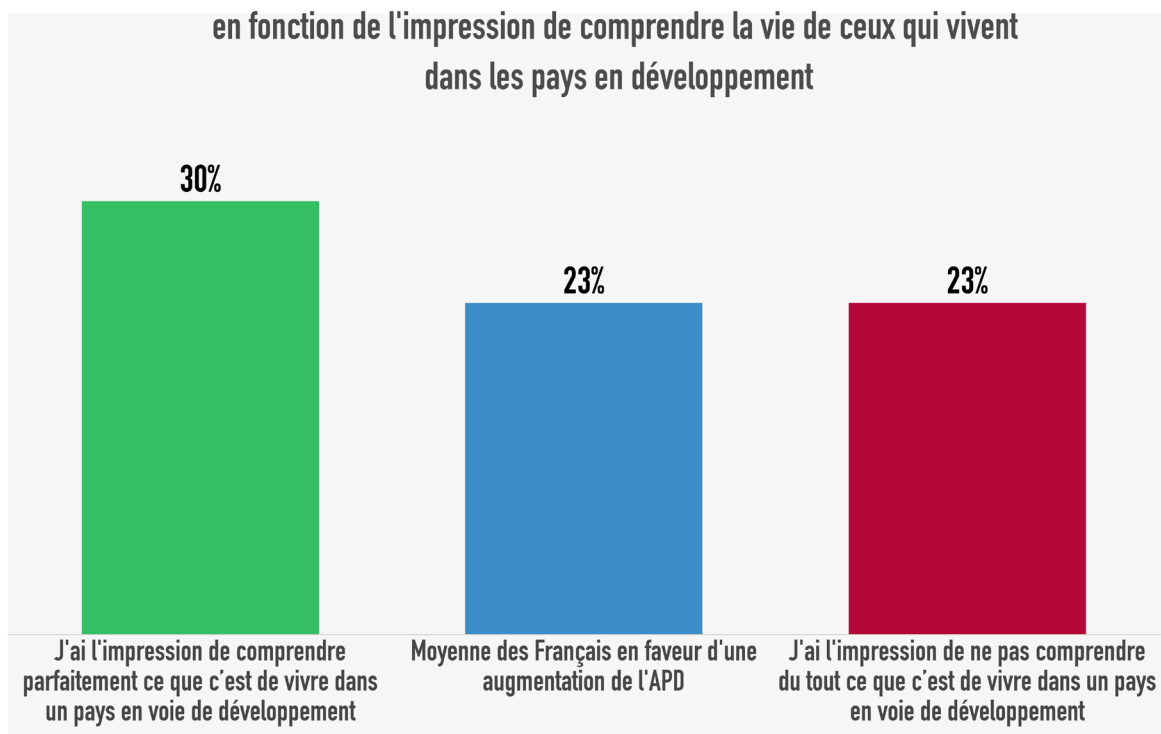
le Gouvernement français consacre actuellement 0,44% (soit 11 milliards d'euros)

à l'aide internationale pour les pays en voie de développement.

Pensez-vous que le Gouvernement devrait augmenter ou diminuer le budget qu'il

consacre à l'aide internationale pour les pays en voie de développement ?

Pourcentage d'opinions en faveur d'une augmentation de l'aide au développement en fonction de l'impression de comprendre la vie de ceux qui vivent dans les pays en développement



LES FRANÇAIS-ES PERÇOIVENT DES CONSÉQUENCES DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 DIFFÉRENCIÉES SELON LE NIVEAU DE RICHESSE DES PAYS ET SELON LE TYPE DE CONSÉQUENCES DE LA CRISE

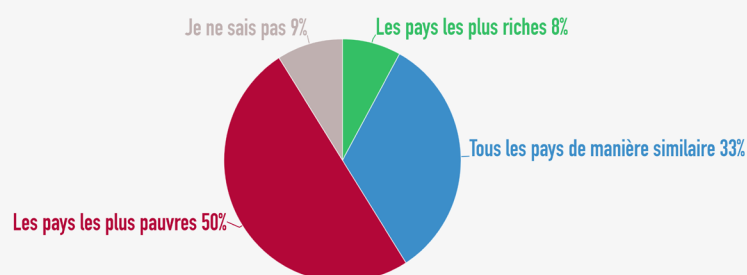
Tout en ayant souffert de la pandémie de Covid-19 depuis plus d'une année et tout en gardant en tête les conséquences sanitaires mais aussi économiques que cet événement mondial a entraîné, 50 % des Français-es reconnaissent comme une évidence que les **conséquences sanitaires** ont été plus importantes dans les pays pauvres (écart de 42 points de pourcentage avec les conséquences subies dans les pays les plus riches). Cette réponse tient sans doute au caractère polysémique de la question, certains ont pu répondre en pensant à la qualité des systèmes de santé davantage qu'au nombre de morts observé. Sans doute ont-ils aussi eu en tête des images de la pandémie au Brésil ou en Inde, deux pays à revenu intermédiaire.

Quand il s'agit d'identifier les **conséquences économiques** de la pandémie de Covid-19, les réponses des Français-es sont clairement partagées, signifiant que les pays riches et pauvres ont tout autant souffert. Sans doute ont-ils en tête que les pays industrialisés ont davantage à perdre des dommages subis par leur riche économie, que les pays en développement par avance démunis.

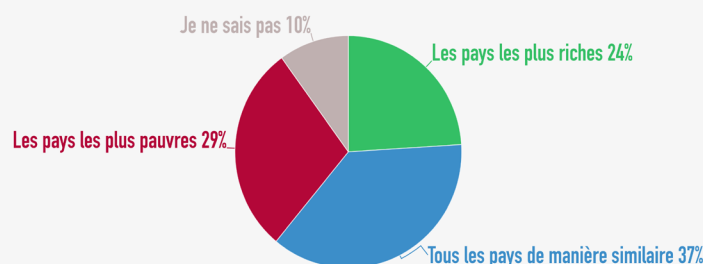


EN CONSIDÉRANT LES CONSÉQUENCES SANITAIRES (NOMBRE DE MALADES, DE MORTS, ETC.) ET LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES (CHÔMAGE, PAUVRETÉ, ETC.), SELON VOUS, QUELS PAYS, LES PLUS RICHES OU LES PLUS PAUVRES, ONT LE PLUS SOUFFERT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Conséquences sanitaires



Conséquences économiques



LA RÉPARTITION INÉGALE DES VACCINS ANTI-COVID-19 ENTRE PAYS RICHES ET PAYS PAUVRES EST PARFAITEMENT IDENTIFIÉE PAR LES FRANÇAIS-ES

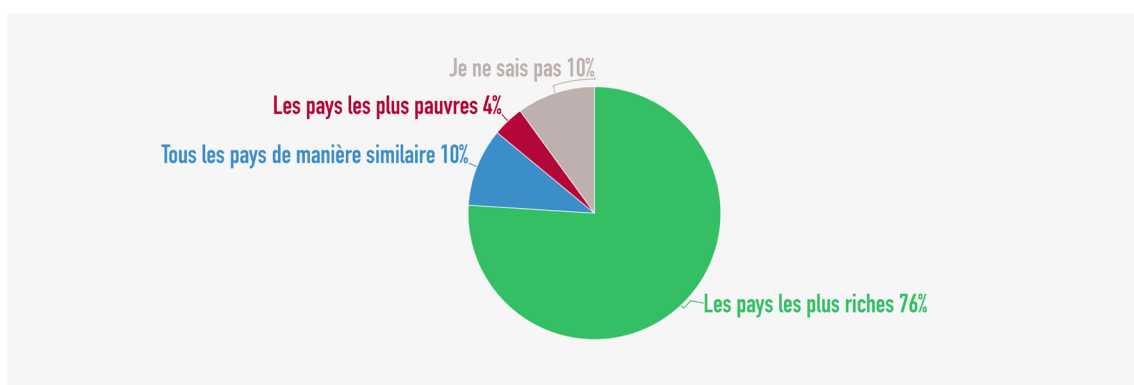
Face à la pandémie, 76 % des Français-es reconnaissent que les populations des pays riches ont davantage accès à la vaccination que les populations des pays pauvres. Cette question n'appelait pas une opinion. En revanche, elle permet de mesurer ce que les Français-es savent de la répartition objectivement inégale des vaccins entre les pays riches et les pays pauvres. Au moment où le sondage a été administré, en mai 2021, les pays à faible revenu n'avaient dans l'ensemble pas démarré leurs campagnes de vaccination, puisque moins de 0,1 % de leur population était vaccinée, quand les pays à haut revenu avaient déjà pu en vacciner près de 15 %².

Les répondant-e-s font la différence entre la situation, d'une part, des pays en mesure de commander en premier les vaccins (et de financer leur achat) et, d'autre part, des pays qui n'ont pas la possibilité de protéger, avec la même urgence, leur propre population.

Cette prise de conscience est corrélée avec le niveau d'éducation, ainsi on identifie un écart de 11 points de pourcentage entre les répondant-e-s qui n'ont pas le Bac et ceux-elles qui ont fait des études après le Bac. Parmi ceux-elles qui reconnaissent que les pays riches ont davantage accès aux vaccins, on remarque aussi un écart de 12 points entre ceux-elles qui ont l'impression de comprendre ce que c'est de vivre dans un pays en développement et ceux-elles qui ne l'ont pas.



QUELS PAYS, SELON VOUS, ONT LE PLUS ACCÈS AUX VACCINS CONTRE LE CORONAVIRUS ACTUELLEMENT ?



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2056 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.devcommlab.org

² [Our world in data](https://ourworldindata.org), University of Oxford & Global change data lab.

FAIRE EN SORTE QUE TOUS LES PAYS PUISSENT AVOIR ACCÈS AUX VACCINS ET AUX TRAITEMENTS CONTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Interrogés entre le 30 avril et le 5 mai 2021, soit au moment où des espoirs de sortie de pandémie commencent à pointer, alors que le déconfinement s'organise et que la campagne de vaccination bat son plein, les Français-es ont été invités à se positionner sur des questions ayant directement trait à une solidarité internationale sur le plan sanitaire. Comment faire en sorte que toutes les populations du monde puissent avoir accès au vaccin dans la même temporalité ?

Presque unanimement, il semble que les Français-es ont compris le principe des pandémies : soit tout le monde s'en sort, soit cette crise sanitaire n'aura pas de fin, pas plus en France qu'ailleurs. D'où un fort soutien pour que le gouvernement français contribue, à l'échelle nationale et internationale, à faire en sorte que les pays les moins favorisés puissent avoir accès à la vaccination dans des conditions comparables à celles des pays les plus riches. En somme, il s'agit là de la redécouverte, à l'aune d'une pandémie qui affecte toutes et tous selon des proportions inédites à l'échelle de la planète, de la mondialisation des enjeux en matière de santé et de leur compréhension par une majorité de Français-es.

LES FRANÇAIS-ES PLÉBISCITENT L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT À L'ÉCHELLE DU MONDE DANS L'ATTRIBUTION DES VACCINS

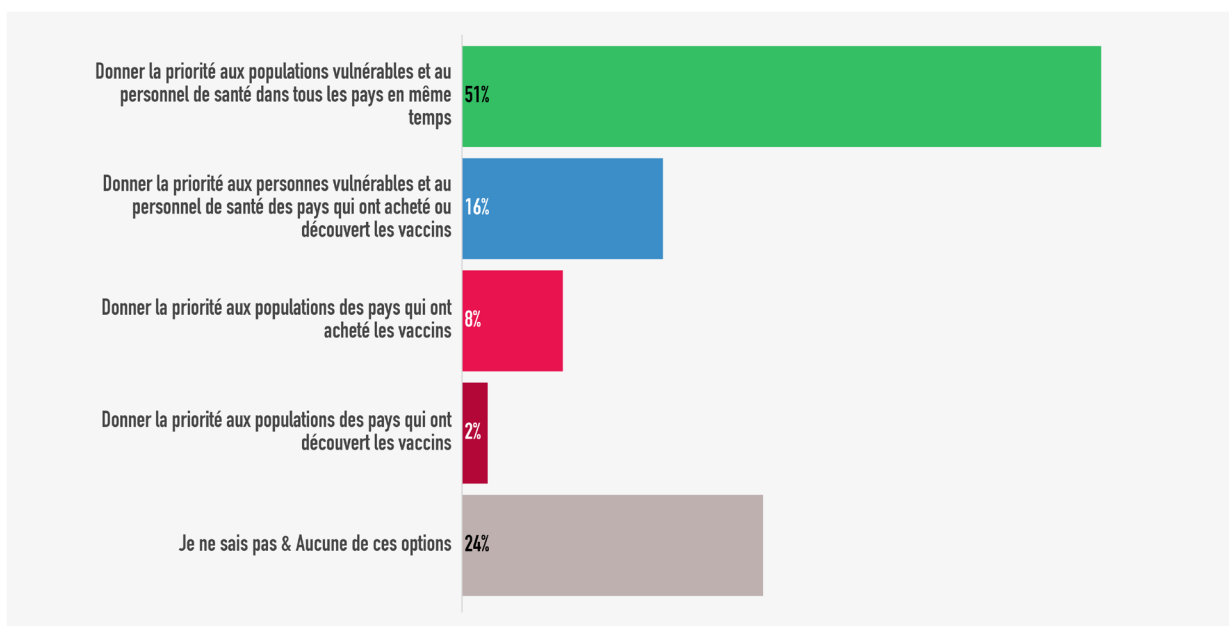
À l'heure où ces questions ont été posées, les campagnes de vaccination étaient certes bien lancées en France et dans les pays les plus riches, pouvant susciter de l'optimisme quant à une sortie de crise, mais dans les pays à revenus faible et intermédiaire, moins de 2 % de la population avait été vaccinée.

En majorité, les Français-es estiment que les règles de priorité qui ont prévalu en France devraient, en réalité, être appliquées à l'échelle du monde. Avec en corolaire à cette conception, l'acceptation du risque qu'à vouloir protéger d'abord les personnes vulnérables (et le personnel de santé) de tous les pays, on retarde, de fait, la vaccination des biens portants en France.

Ainsi, 51 % des Français-es estiment que, dans le contexte d'une pénurie de vaccins, la priorité devrait être de protéger équitablement toutes les populations vulnérables et tous les personnels de santé de tous les pays en même temps.



DES VACCINS CONTRE LE CORONAVIRUS ONT ÉTÉ DÉCOUVERTS POUR PROTÉGER LA SANTÉ DES POPULATIONS. SACHANT QU'AUJOURD'HUI, CES DOSES DE VACCINS SONT EN QUANTITÉ INSUFFISANTE POUR VACCINER TOUTE LA POPULATION À L'ÉCHELLE DU MONDE, SELON VOUS, PARMIS LES OPTIONS CI-DESSOUS, LAQUELLE DEVRAIT-ON PRIVILÉGIER POUR RÉPARTIR LES VACCINS DISPONIBLES ?



Cette opinion est majoritaire chez les Français-es, tout en étant surreprésentée chez les sympathisant-e-s de gauche (+ 14 points) et sous-représentée chez les sympathisant-e-s de droite (-7 points).

Selon les réponses obtenues à cette question, les Français-es soulignent leur refus de toute idée de privilège en matière d'accès à la vaccination contre la pandémie de Covid-19 :

- Ni privilège économique lié à la capacité de certains pays d'acheter les vaccins (8 %)
- Ni privilège scientifique de certains pays lié au fait d'avoir découvert les vaccins (2 %)

De façon attendue, ce refus des privilèges en matière vaccinale est d'autant plus défendu par ceux-elles qui reconnaissent se sentir plus solidaires à l'égard des populations vivant dans d'autres pays depuis la pandémie (+ 17 points). En revanche, l'impression de comprendre « ce que c'est de vivre dans un pays en développement » ou le fait d'avoir déjà voyagé dans un pays africain ne modifie pas particulièrement la distribution des réponses. Autrement dit, indépendamment de ce que les répondant-e-s savent ou pensent savoir, il y a dans ces réponses l'affirmation relativement partagée d'une adhésion à un principe d'égalité.

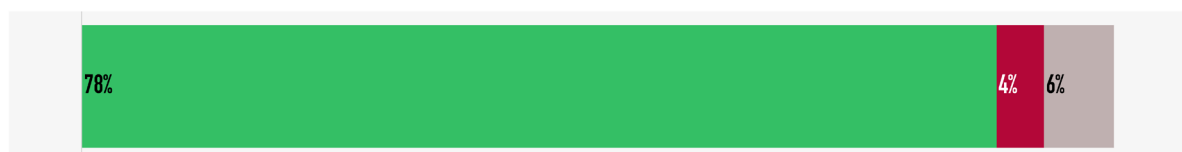
RÉDUIRE LES PRIX DES VACCINS : UNE ÉVIDENCE POUR EN FAVORISER L'ACCÈS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Pour 78 % des Français-es, réduire le prix des vaccins contre le coronavirus est perçu comme un moyen pouvant permettre aux populations des pays en développement d'accéder plus facilement aux vaccins. Un tel soutien signifie qu'il s'agit là presque plus d'une évidence partagée que d'une opinion subjective. Cet argument ne souffre pratiquement aucune opposition (4 %).



DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS EN ACCORD OU EN DÉSACCORD AVEC LA PHRASE SUIVANTE :

“Les laboratoires pharmaceutiques devraient réduire les prix des vaccins et des traitements contre le coronavirus pour permettre aux populations des pays en développement d'y accéder plus facilement.”



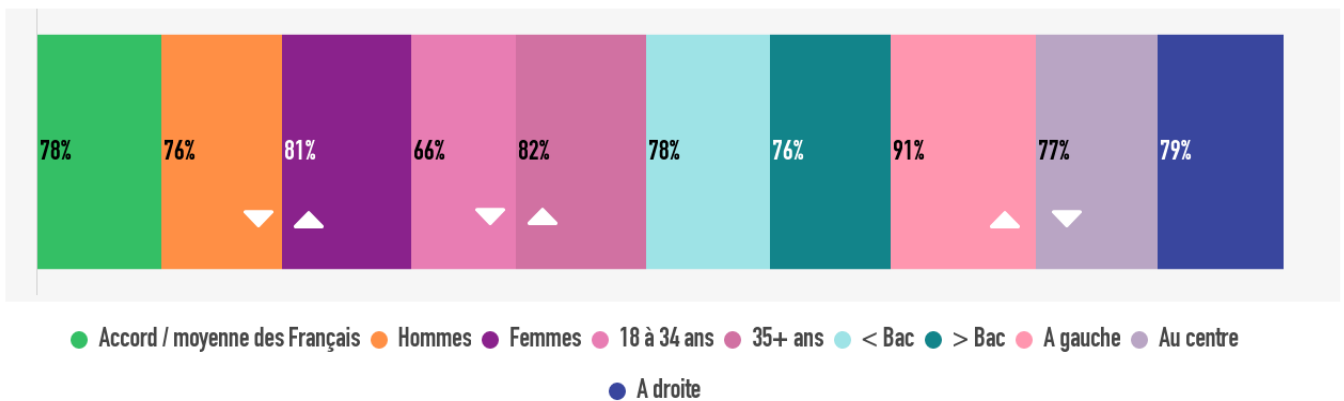
● D'accord ● Pas d'accord ● Ne sais pas

En regardant de plus près, le soutien à cette idée - qui fait reposer la répartition équitable des vaccins dans tous les pays du monde sur un argument économique (le prix) - est similaire quel que soit le niveau d'éducation, plus marqué dans les réponses des femmes (écart de 5 points), tandis qu'il atteint quasiment l'unanimité (91 %) des répondant-e-s qui se déclarent de gauche (+13 points). Les jeunes de 18 à 34 ans sont les seuls à sembler être un peu moins persuadés par cet argument (66 % d'accord, soit -12 points / 8 % en désaccord, soit le double de la moyenne des Français-es).



DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS EN ACCORD OU EN DÉSACCORD AVEC LA PHRASE SUIVANTE :

“Les laboratoires pharmaceutiques devraient réduire les prix des vaccins et des traitements contre le coronavirus pour permettre aux populations des pays en développement d’y accéder plus facilement.”



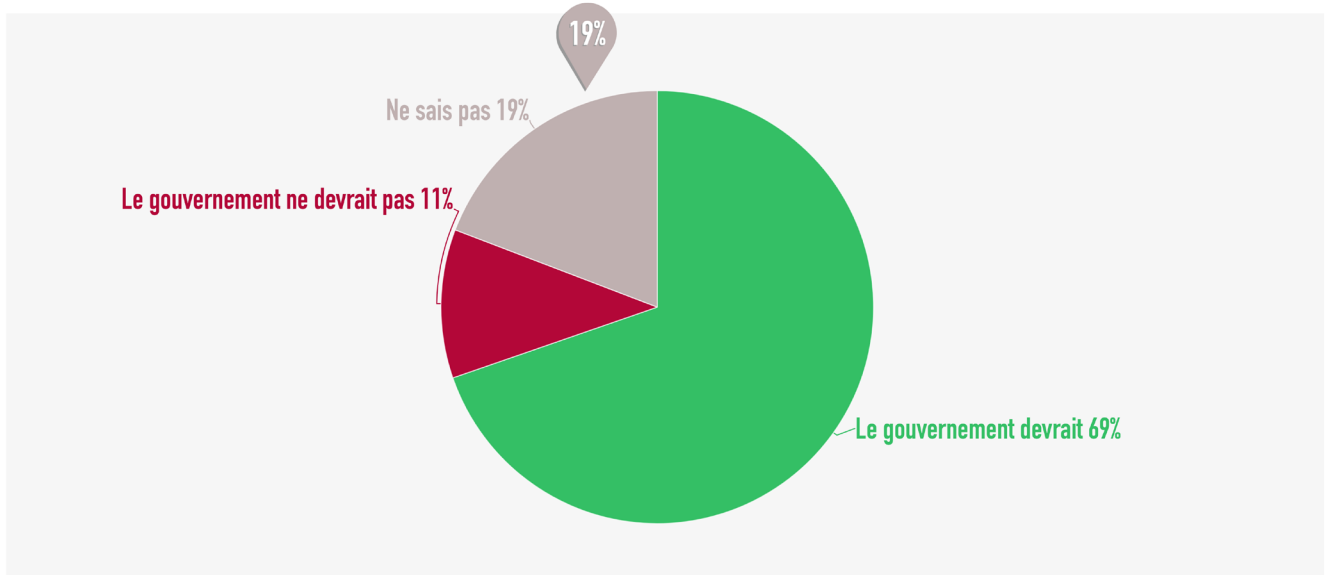
Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2066 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.devcommmlab.org

PLÉBISCITE EN FAVEUR DE LA TRANSPARENCE DES PRIX DES VACCINS

69 % des Français-es estiment que le gouvernement devrait forcer les entreprises pharmaceutiques à rendre publics les prix des vaccins anti-Covid-19. Cette opinion, certes majoritaire, doit être considérée avec précaution, un fort pourcentage de répondant-e-s déclarant ne pas savoir répondre à cette question (19 %).



SELON VOUS, LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS DEVRAIT-IL OU NE DEVRAIT-IL PAS OBLIGER LES SOCIÉTÉS PHARMACEUTIQUES À RENDRE PUBLICS LES PRIX DES VACCINS CONTRE LE CORONAVIRUS QU'ELLES VENDENT ?



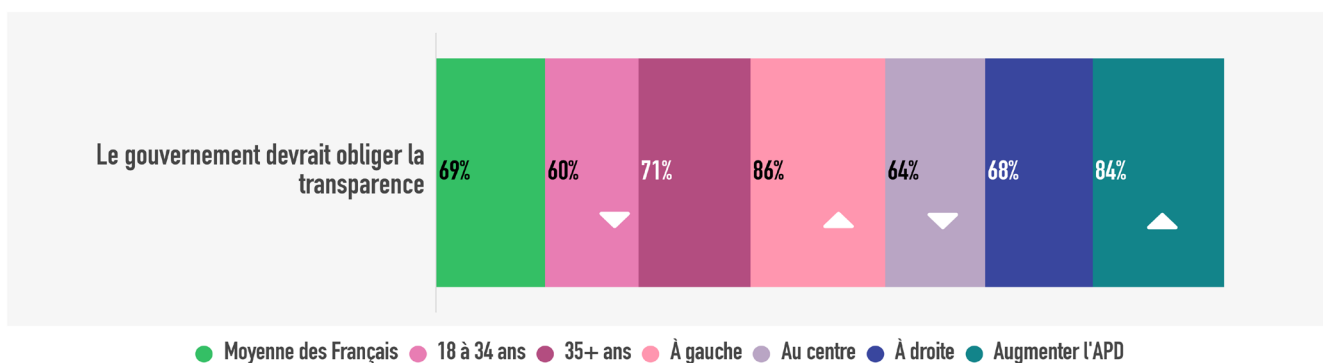
Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2066 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.devcommmlab.org



Cette exigence de transparence est particulièrement forte chez les sympathisant-e-s de gauche (+ 17 points), tandis que les sympathisant-e-s de droite et du centre partagent ce point de vue dans des proportions similaires. On observe également une corrélation entre le souhait de transparence et la volonté d'augmenter l'aide publique au développement (+15 points). Les jeunes de 18 à 34 ans sont moins nombreux (-9 points) que leurs aînés à souhaiter que le gouvernement impose une transparence sur les prix des vaccins.



SELON VOUS, LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS DEVRAIT-IL OU NE DEVRAIT-IL PAS OBLIGER LES SOCIÉTÉS PHARMACEUTIQUES À RENDRE PUBLICS LES PRIX DES VACCINS CONTRE LE CORONAVIRUS QU'ELLES VENDENT ?



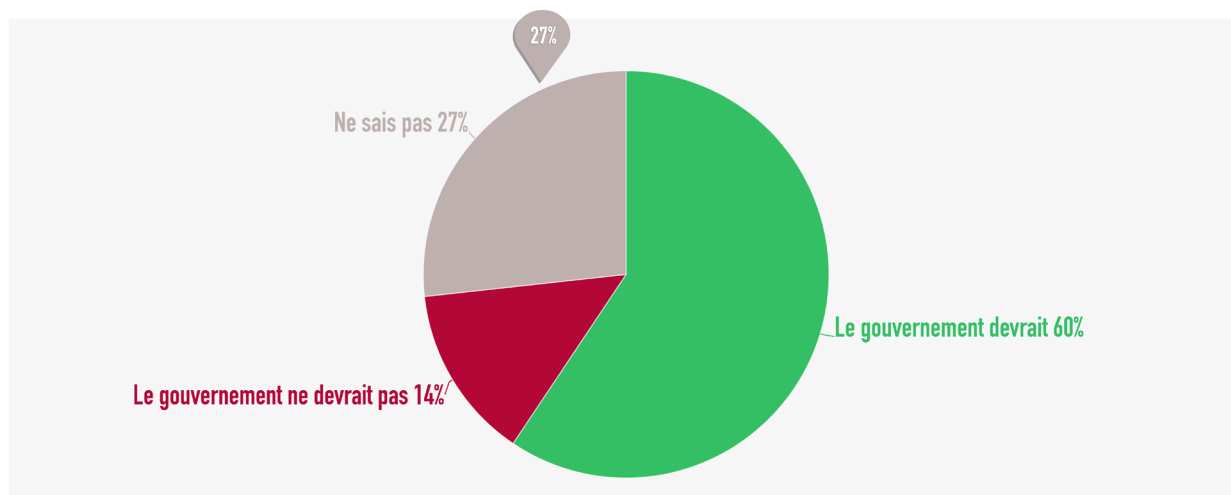
60 % DES FRANÇAIS-ES SOUTIENNENT L'IDÉE D'UN LIBRE ACCÈS AUX BREVETS POUR AUGMENTER LA PRODUCTION DES VACCINS CONTRE LA COVID-19

Une majorité de Français-es (60 %) interrogés entre le 30 avril et le 5 mai 2021, soutiennent l'idée que le gouvernement français devrait soutenir l'initiative de certains pays en développement qui demandent à bénéficier d'un libre accès aux brevets et aux savoir-faire des entreprises pharmaceutiques pour fabriquer des vaccins. Cependant, cette question d'ordre juridique et économique à propos d'une découverte scientifique récente demeure complexe pour le grand public, 27 % des personnes interrogées se déclarant sans opinion.

Ce soutien est particulièrement marqué chez les sympathisant·e·s de gauche (+19 points de pourcentage) et chez les personnes favorables à l'augmentation de l'aide publique au développement (+21 points).



SELON VOUS, LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS DEVRAIT-IL OU NE DEVRAIT-IL PAS SOUTENIR L'INITIATIVE DE CERTAINS PAYS EN DÉVELOPPEMENT QUI DEMANDENT À BÉNÉFICIER D'UN LIBRE ACCÈS AUX BREVETS ET AUX SAVOIR-FAIRE DES ENTREPRISES PHARMACEUTIQUES POUR POUVOIR FABRIQUER DES VACCINS ?



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2066 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur focus2030.org - Source : www.yougov.com

DEVELOPMENT ENGAGEMENT LAB 

En réalité, les enjeux en matière de brevets semblent difficiles à saisir pour un grand nombre de Français-es. Ce qu'il faut sans doute voir dans les réponses, c'est la volonté partagée que personne ne soit privé de vaccins, peu importe sans doute la méthode utilisée : lever les brevets, donner des vaccins, construire des usines dans les pays en demande, etc.

En savoir plus

Dans les faits, ce sont l'Afrique du Sud et l'Inde qui ont officiellement proposé, en octobre 2020, une dérogation temporaire aux règles de propriété intellectuelle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Si cette proposition était soutenue par une majorité de pays, elle permettrait de lever les brevets permettant de fabriquer les vaccins, les tests et les traitements anti-Covid-19. Cette proposition a depuis été soutenue par plus de 100 pays, dont la France, mais certains, dont l'Allemagne et la Commission européenne, s'y opposent.

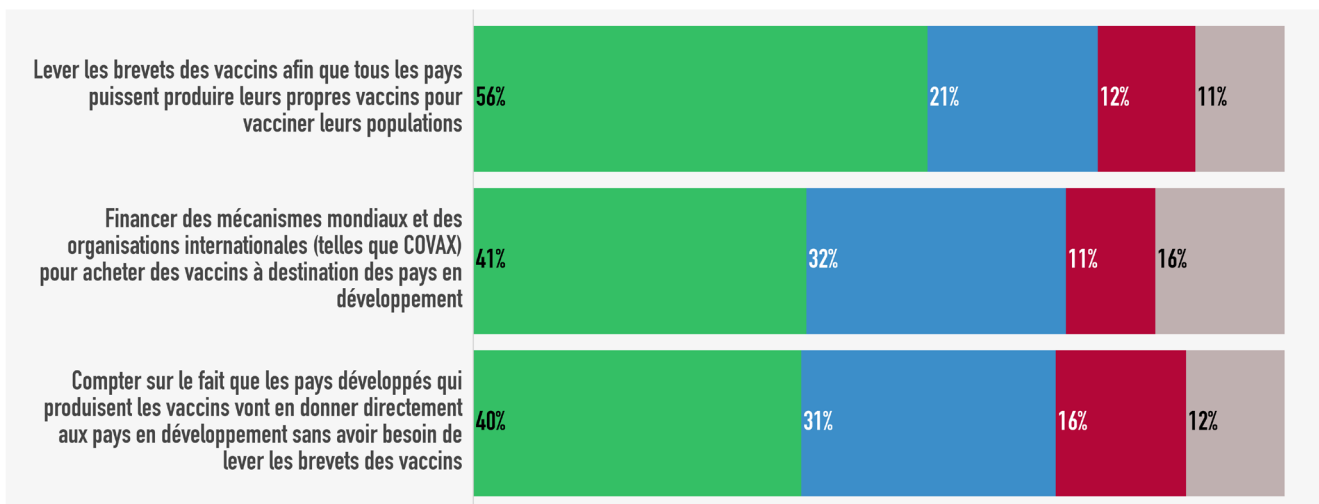
LES FRANÇAIS-ES SOUTIENNENT TOUJOURS LA LEVÉE DES BREVETS

Interrogés quelques mois plus tard, soit entre le 5 et le 10 août 2021, 56 % des Français-es continuent à plébisciter la levée des brevets pour faire en sorte que toutes les personnes de la planète puissent avoir accès aux vaccins contre la Covid-19. En comparaison, le financement de mécanismes internationaux tels que COVAX, une option sans doute nettement moins connue, ne recueille que 41 % des suffrages, à égalité avec le fait de compter sur la générosité des pays développés dont on attend qu'ils donnent des vaccins directement aux pays qui en ont besoin.

Plus en détail, on remarque que plus les Français-es sont âgé-es et plus ils sont nombreux à juger favorablement ces trois solutions proposées pour assurer une couverture vaccinale à l'échelle du monde. À l'inverse, plus les répondant-e-s sont jeunes et moins ils ont d'idée précise ("ni un bon, ni un mauvais moyen") à ce sujet. Par ailleurs, la levée des brevets et le financement de mécanismes tels que COVAX sont particulièrement qualifiés de "bons moyens" par les Français-es les plus diplômés.



DES EXPERTS ET DES ACTIVISTES ONT PRÉSENTÉ PLUSIEURS MOYENS POUR FAIRE EN SORTE QUE CHACUN, À L'ÉCHELLE DU MONDE, AIT ACCÈS AUX VACCINS CONTRE LA COVID-19. EN RÉFLÉCHISSANT AUX OPTIONS SUIVANTES, VEUILLEZ INDICHER SI VOUS PENSEZ QU'ELLES CONSTITUENT UN BON OU UN MAUVAIS MOYEN POUR RELEVER CE DÉFI :



● Un bon moyen ● Ni un bon ni un mauvais moyen ● Un mauvais moyen ● Je ne sais pas

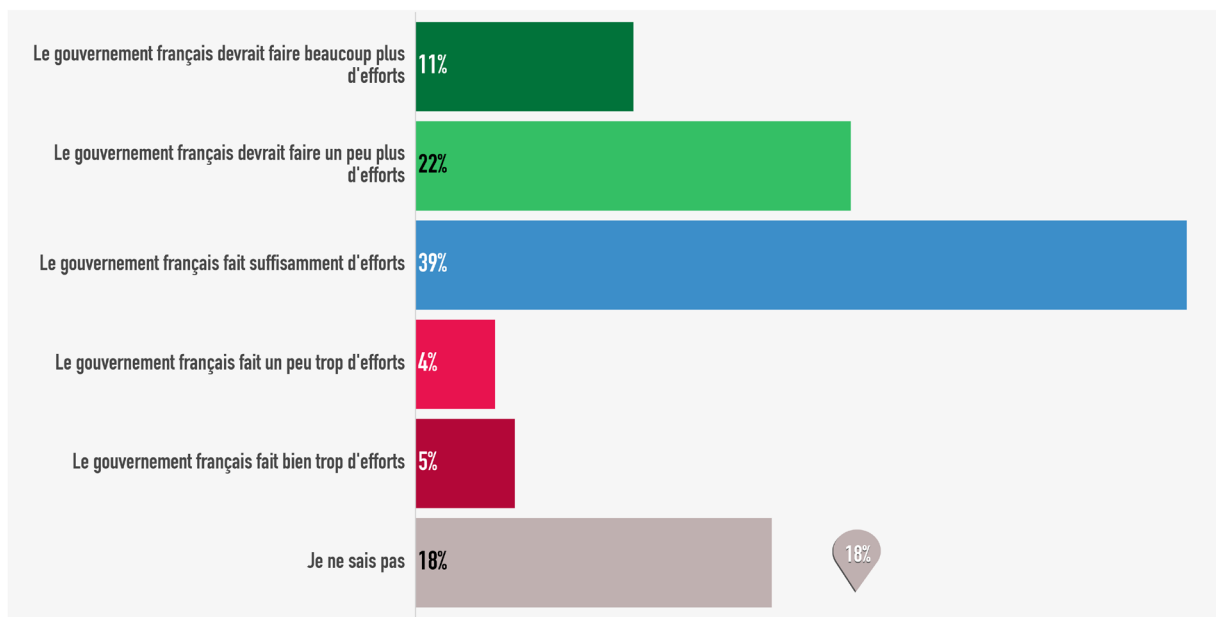
UNE RELATIVE RESPONSABILITÉ DE LA FRANCE DANS LA RÉPARTITION DES VACCINS ET DES TRAITEMENTS ANTI-COVID-19

33 % des Français-es estiment que la France devrait faire plus d'efforts pour faire en sorte que tous les pays aient accès aux traitements et vaccins anti-Covid-19. Les sympathisant-e-s de gauche (+24 points de pourcentage) et du centre (+11 points) sont beaucoup plus nombreux à estimer que la France devrait réaliser davantage d'efforts pour que les populations des pays en développement puissent se prémunir contre la pandémie.

En moyenne, 18 % des Français-es ne savent pas répondre à cette question tandis que 39 % semblent satisfaits des efforts de la France en estimant qu'elle en fait (déjà) suffisamment (+15 points chez les sympathisant-e-s de droite).



EN PENSANT AU RÔLE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS POUR FAIRE EN SORTE QUE LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT PUISSENT AVOIR ACCÈS AUX TRAITEMENTS ET AUX VACCINS CONTRE LE CORONAVIRUS, PARMIS LA LISTE SUIVANTE, QUELLE AFFIRMATION DÉCRIT LE MIEUX VOTRE POINT DE VUE ?

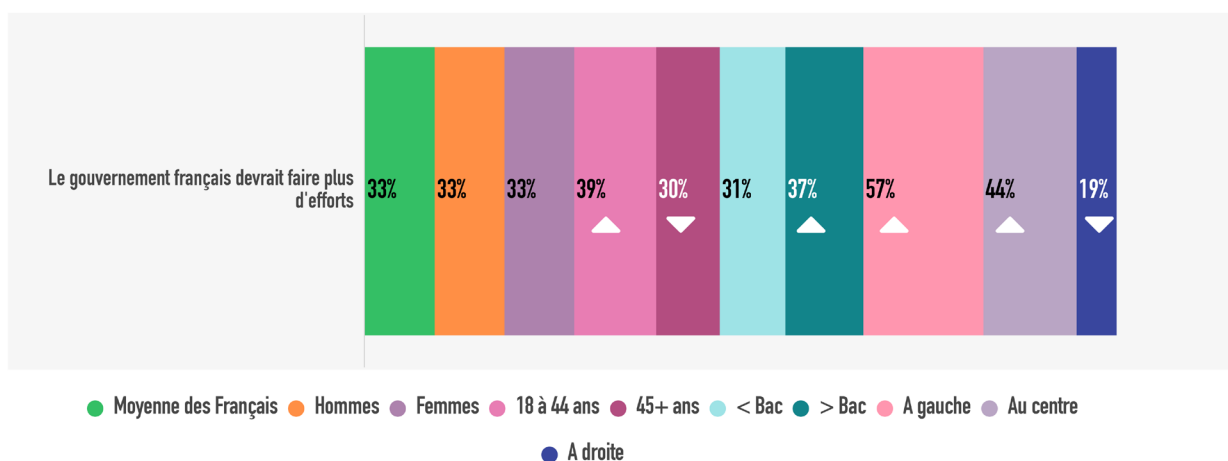


Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2056 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.devcommlab.org

Plus en détail, on remarque que les Français-es de 18 à 44 ans sont plus nombreux que leurs aînés (écart de 9 points) à attendre que la France fasse davantage d'efforts pour soutenir les pays qui n'ont pas les mêmes moyens de lutter contre la crise sanitaire. De la même manière, plus les répondant-e-s sont diplômés et plus ils-elles sont nombreux à souligner la nécessité de cette solidarité internationale en matière de santé.



EN PENSANT AU RÔLE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS POUR FAIRE EN SORTE QUE LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT PUISSENT AVOIR ACCÈS AUX TRAITEMENTS ET AUX VACCINS CONTRE LE CORONAVIRUS, PARMIS LA LISTE SUIVANTE, QUELLE AFFIRMATION DÉCRIT LE MIEUX VOTRE POINT DE VUE ?



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2066 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur focus2030.org - Source : www.devcouncilslab.org

LE SOUTIEN FINANCIER DE LA FRANCE À DESTINATION DES PAYS PAUVRES POUR LUTTER CONTRE LA PANDÉMIE PARAÎT PLUTÔT SUFFISANT

28 % des Français·es estiment que la France devrait faire plus d'efforts pour soutenir financièrement les pays les plus pauvres dans le contexte de la crise sanitaire. Ce pourcentage est similaire à celui des Français·es en faveur d'une augmentation de l'aide publique au développement (23 %).

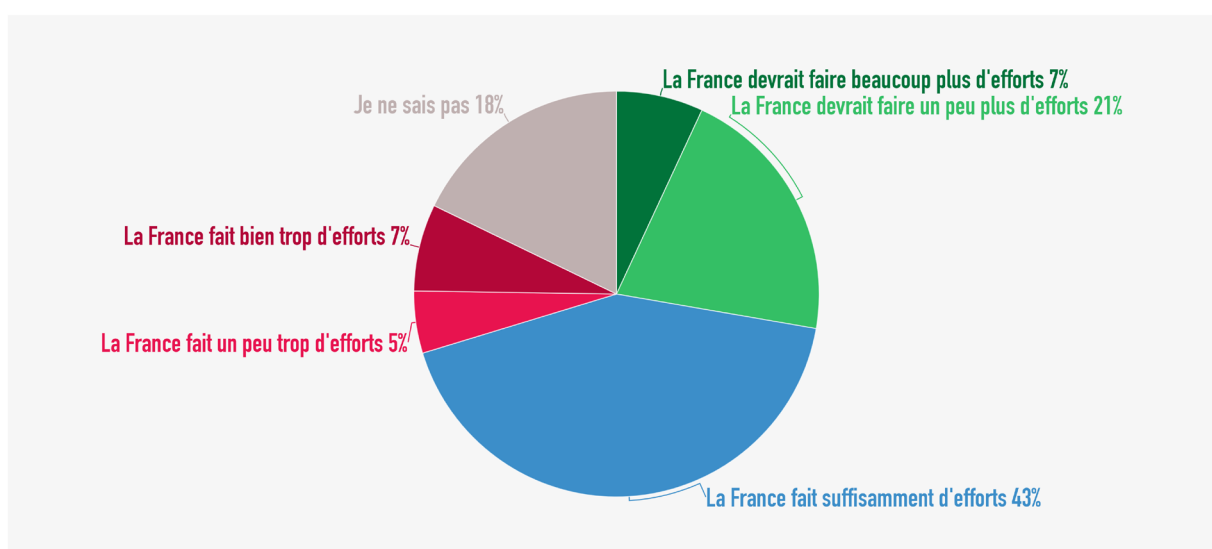
Ce chiffre contraste cependant avec le soutien marqué, mesuré dans les questions précédentes, à l'égard d'une nécessaire solidarité entre les pays industrialisés tels que la France, et les pays en développement. L'idée d'un soutien financier qui ne reposerait pas sur une réponse spécifiquement sanitaire est manifestement moins plébiscitée par les Français·es que le partage des vaccins, des traitements ou des outils de diagnostic.

Ainsi un grand nombre de Français·es (43 %) estiment que la France fait suffisamment d'efforts financiers à destination des pays les plus pauvres. C'est une certitude particulièrement appuyée chez les sympathisant·e-s de droite (+10 points), tandis que les sympathisant·e-s de gauche sont beaucoup plus nombreux à penser que la France devrait faire beaucoup plus d'efforts financiers (+19 points).

À noter qu'en mai 2021, lors de l'administration de ce sondage, selon l'Organisation mondiale de la santé, la France avait contribué à hauteur de 15 % des financements attendus de sa part pour le bon fonctionnement de l'Accélérateur ACT, le mécanisme mondial incluant COVAX et visant à répartir de façon équitable à travers le monde les outils de lutte contre la pandémie³.



UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS, DONT LA FRANCE, SOUTIENNENT FINANCIÈREMENT LES PAYS LES PLUS PAUVRES POUR LES AIDER À FAIRE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19. PENSEZ-VOUS QUE LA FRANCE FAIT SUFFISAMMENT D'EFFORTS À L'ÉGARD DE CES PAYS ?



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2066 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur focus2030.org - Source : www.dincommlab.com

³ [ACT Accelerator funding tracker](https://act.acceleratorfundingtracker.org), Organisation mondiale de la santé.

RÉSULTATS ISSUS D'UN SONDRAGE PLUS RÉCENT, RÉALISÉ AU MOIS D'AOÛT 2021

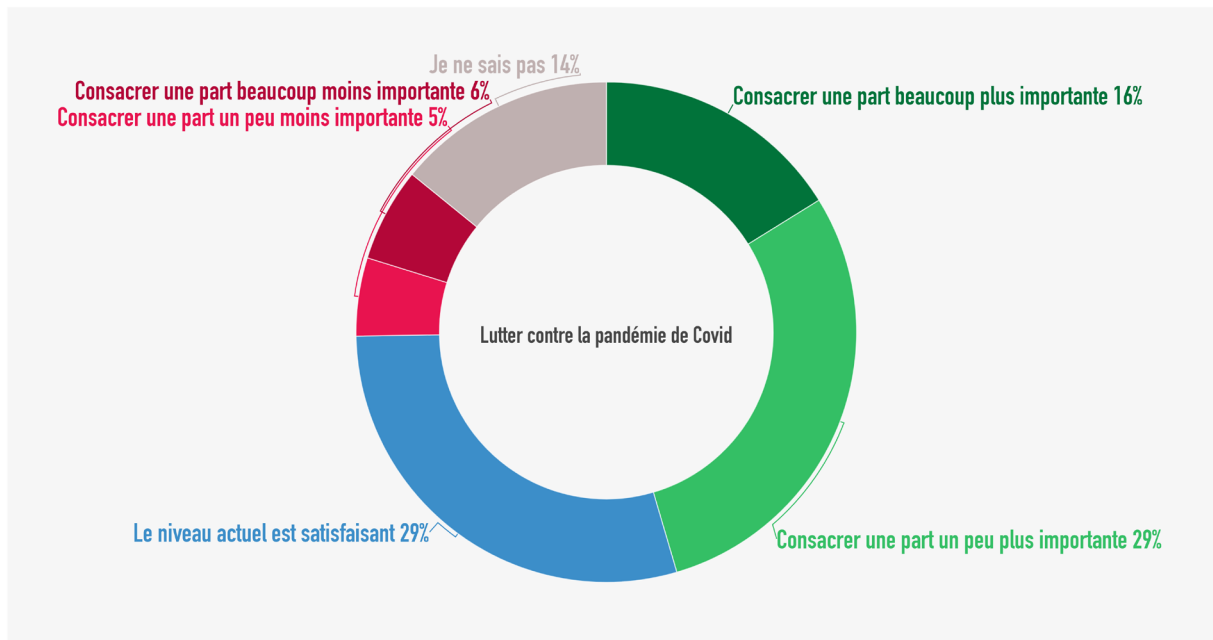
LUTTER CONTRE LA PANDÉMIE DE COVID : UNE PRIORITÉ ATTENDUE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Interrogés quelques mois plus tard, entre le 5 et le 10 août 2021, soit pendant une relative trêve estivale de la pandémie, 45 % des Français-es estiment que le gouvernement devrait consacrer une part plus importante de son aide publique au développement spécifiquement pour lutter contre la pandémie dans le monde, tandis que 29 % pensent que le niveau actuel est suffisant.

Devant l'incertitude quant au niveau de connaissance de l'aide publique au développement de la France, ces réponses indiquent simplement que la pandémie apparaît comme un enjeu suffisamment urgent pour qu'il soit considéré comme devant constituer une priorité de l'aide au développement. Cette évidence est d'autant plus marquée chez les sympathisant·e·s de gauche (64 %), avec un écart de +27 points de pourcentage par rapport aux sympathisant·e·s de droite (37 %).



SELON VOUS, LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS DEVRAIT-IL CONSACRER UNE PART PLUS OU MOINS IMPORTANTE DE SON AIDE INTERNATIONALE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT POUR LUTTER CONTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19, OU LE NIVEAU ACTUEL VOUS PARAÎT-IL SATISFAISANT ?



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 10 août 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2001 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : www.devcomslab.org

RÉSULTATS ISSUS D'UN SONDAGE PLUS RÉCENT, RÉALISÉ AU MOIS D'AOÛT 2021

LA PANDÉMIE DE COVID-19 : UN NOUVEL ENJEU MONDIAL QUI NÉCESSITE DES RÉPONSES APPROPRIÉES

La pandémie de Covid-19 représente un événement inédit par sa soudaineté, son étendue planétaire, le nombre de décès et de personnes infectées, mais aussi par les réponses sanitaires, scientifiques, politiques et économiques qui ont été déployées dans un temps record, reproduisant, voire accroissant, des inégalités préexistantes. Face à cet événement désormais installé dans le quotidien de près de 8 milliards d'individus, les Français·es ont été interrogés sur les réponses à apporter, les inquiétudes à venir et leur confiance dans les entités mobilisées pour lutter contre la pandémie.

LES FRANÇAIS-ES ONT AVANT TOUT CONFIANCE DANS LA SCIENCE POUR APPORTER DES RÉPONSES À LA CRISE SANITAIRE

En tête des réponses à partir d'une liste d'entités proposées, quand on interroge les Français-es pour savoir en qui ils ont « personnellement » confiance pour résoudre la crise sanitaire, l'univers scientifique (personnel médical et entités de recherche) arrive largement en tête. Ainsi, 52 % des Français-es ont sélectionné le personnel médical et 39 % ont cité les instituts de recherche scientifiques (institut Pasteur, CNRS, etc.).

Les Français-es âgés de 18 à 44 ans, c'est à dire la catégorie d'âge la moins exposée aux risques du coronavirus, sont beaucoup moins nombreux que leurs aînés à avoir mentionné la confiance dans le personnel médical (-10 points) ou dans les instituts de recherche (-6 points). On remarque que ce degré de confiance en la science est particulièrement partagé par les sympathisant-e-s de gauche et du centre.

La confiance dans les pouvoirs publics (ministère de la santé, agences de santé) et dans l'Union Européenne est davantage soulignée par les sympathisant-e-s du centre. Tandis que les sympathisant-e-s de gauche et les répondant-e-s de 18 à 44 ans ont plus confiance dans les institutions internationales (OMS, etc.).

Les répondant-e-s ont pu s'attacher à l'expression « crise sanitaire » formulée dans la question, c'est à dire qu'ils ont avant tout regardé l'aspect santé proprement dit, c'est à dire la dimension clinique d'un côté et la découverte de thérapeutiques (vaccins et traitements) de l'autre, sans s'attacher à la dimension organisationnelle (ministère, OMS), politique et économique.

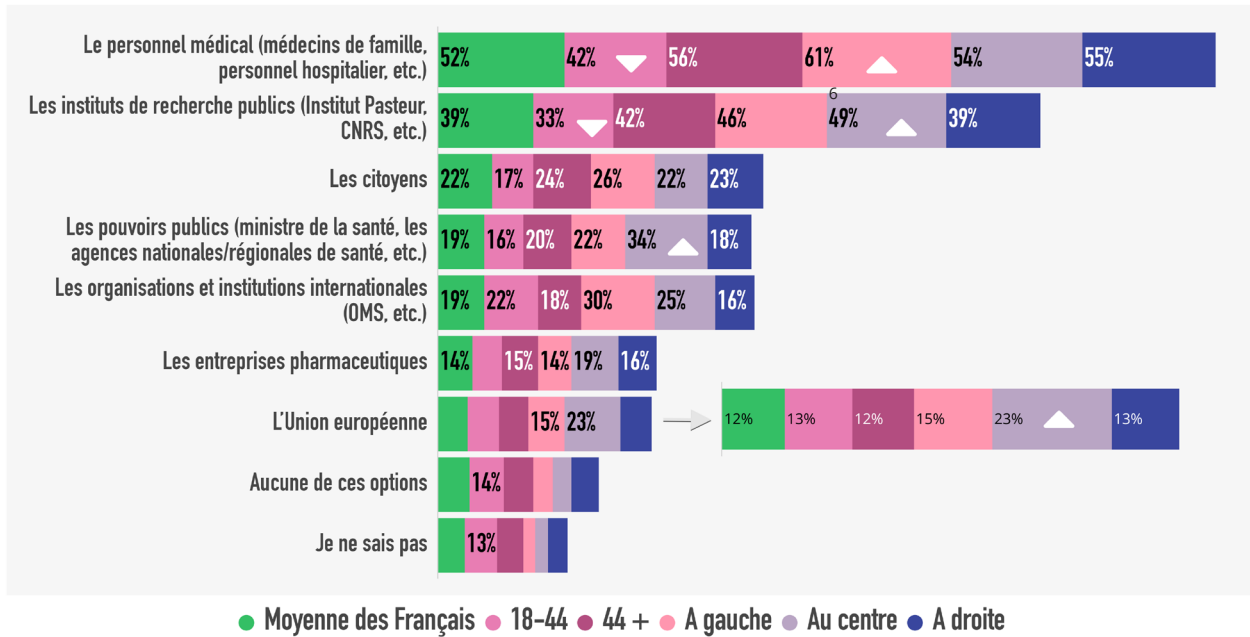
En revanche, le rôle (ou la responsabilisation) des citoyen-ne-s inspire confiance pour résoudre la crise sanitaire pour 22 % des Français-es, soit la 3ème réponse la plus sélectionnée après les acteurs scientifiques, témoignant sans doute de l'importance qu'ont révélés les gestes barrière et la participation individuelle aux confinements dans la gestion de la pandémie.

3. LA PANDÉMIE DE COVID-19 : UN NOUVEL ENJEU MONDIAL QUI NÉCESSITE DES RÉPONSES APPROPRIÉES



EN REGARDANT LA LISTE CI-DESSOUS, EN QUI AVEZ-VOUS PERSONNELLEMENT CONFIANCE POUR RÉSOUDRE LA CRISE SANITAIRE LIÉE À LA PANDÉMIE DE COVID-19 ?

Vous pouvez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 20 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.devcommlab.org

RÉSULTATS ISSUS D'UN SONDAGE PLUS RÉCENT, RÉALISÉ AU MOIS D'AOUT 2021

LA PERCEPTION DES ENJEUX AUXQUELS SONT CONFRONTÉS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT POUR FAIRE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Du point de vue des Français-es, accéder aux vaccins, c'est-à-dire le fait de produire des vaccins (23 %) ou de s'approvisionner via des mécanismes internationaux tels que COVAX (13 %), est l'enjeu majeur auquel font face les pays en développement pour lutter contre la crise sanitaire. Les autres options proposées dans cette question relèvent davantage d'aspects opérationnels secondaires tandis que disposer de vaccins, quel qu'en soit le moyen, est majoritairement perçu comme une priorité indiscutable.

3. LA PANDÉMIE DE COVID-19 : UN NOUVEL ENJEU MONDIAL QUI
NECESSITE DES REPONSES APPROPRIÉES

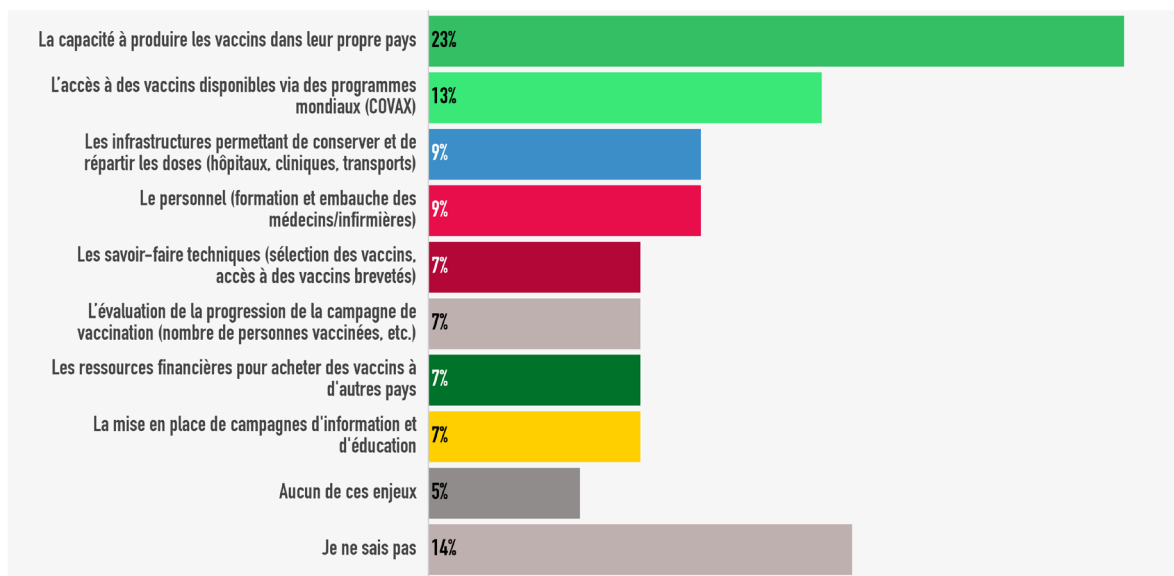
Derrière ces réponses obtenues entre le 5 et le 10 août 2021, soit après qu’une bonne partie de la population française ait eu accès aux vaccins, nous devons sans doute identifier un consensus relativement partagé quant au fait que la réponse vaccinale constitue, ici en France autant qu’ailleurs dans les pays en développement, l’option la plus efficace pour maîtriser la pandémie.

L’accès à des vaccins par l’intermédiaire de mécanismes mondiaux tels que COVAX est particulièrement plébiscité par les sympathisant·e·s de gauche et du centre (19 %), soit un écart de 8 points par rapport aux sympathisant·e·s de droite, qui sont, quant à eux, plus nombreux à souligner l’importance pour ces pays d’être en mesure de produire des vaccins par eux-mêmes.



EN PENSANT AUX ENJEUX AUXQUELS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT SONT CONFRONTÉS LORS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LEURS PROGRAMMES DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19, VEUILLEZ INDICHER, À PARTIR DE LA LISTE CI-DESSOUS, L’ENJEU QUI VOUS PARAÎT LE PLUS IMPORTANT, LE CAS ÉCHÉANT.

(UNE SEULE RÉPONSE POSSIBLE)



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 10 août 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2001 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://focus2030.org) - Source : www.devcommslab.org

PRIVILÉGIER UNE SOLIDARITÉ BASÉE SUR UN PARTAGE DES SAVOIR-FAIRE EN MATIÈRE SCIENTIFIQUE ET MÉDICALE

Pour que tous les pays puissent vacciner leur population, 17 % des Français·es déclarent que la mise en place de coopérations scientifiques Nord/Sud est la meilleure des façons de procéder. Les soutiens financiers, qu’il s’agisse d’investir dans des infrastructures de soins (13 %) ou de participer à l’achat de vaccins via des mécanismes internationaux tels que COVAX (12 %), apparaissent également comme de bons moyens.

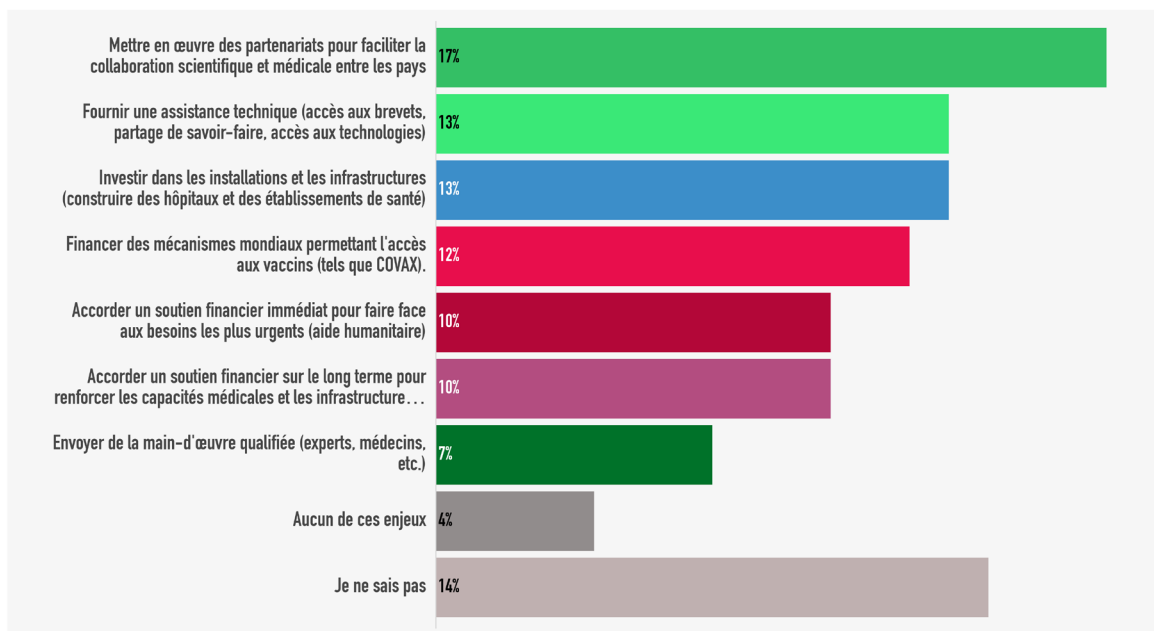
3. LA PANDÉMIE DE COVID-19 : UN NOUVEL ENJEU MONDIAL QUI NÉCESSITE DES RÉPONSES APPROPRIÉES

Le classement de ces réponses fait apparaître un souci d'efficacité qui repose avant tout sur le partage des connaissances et des savoir-faire, en particulier en matière thérapeutique : diagnostiquer, soigner et vacciner (ou fabriquer des vaccins). Se dégage aussi un soutien particulier aux options qui favorisent l'autonomisation de tous les pays.



EN PENSANT AUX ENJEUX AUXQUELS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT SONT CONFRONTÉS LORS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LEURS PROGRAMMES DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19, VEUILLEZ INDICER, À PARTIR DE LA LISTE CI-DESSOUS, LA PROPOSITION QUI, SELON VOUS, CONSTITUE LA MEILLEURE FAÇON PAR LAQUELLE LES PAYS DÉVELOPPÉS PEUVENT LES AIDER, LE CAS ÉCHÉANT ?

(Une seule réponse possible)



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 5 et le 10 août 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2001 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.devcommlab.org) - Source : www.devcommlab.org

RÉSULTATS ISSUS D'UN SONDAGE PLUS RÉCENT, RÉALISÉ AU MOIS D'AOÛT 2021

NOUS SERIONS DÉSORMAIS ENTRÉS DANS L'ÈRE DES PANDÉMIES

Interrogés entre le 30 avril et le 5 mai - période d'intensification des campagnes de vaccination en France et d'une baisse continue des contaminations - il aurait pu sembler logique que les Français-es soient de nature à ré-envisager le futur de façon optimiste, pourtant les Français-es semblent faire un constat fataliste : 71 % estiment qu'une prochaine pandémie comparable à celle de Covid-19 se produira à nouveau d'ici à 2030, soit dans moins de dix ans. Sans doute échaudés par la succession de vagues épidémiques depuis plus d'un an, tant en France que

3. LA PANDÉMIE DE COVID-19 : UN NOUVEL ENJEU MONDIAL QUI NÉCESSITE DES RÉPONSES APPROPRIÉES

dans le reste du monde, la majorité des Français-es expriment que nous devons désormais nous accoutumer à l'idée que de nouvelles pandémies aient lieu.

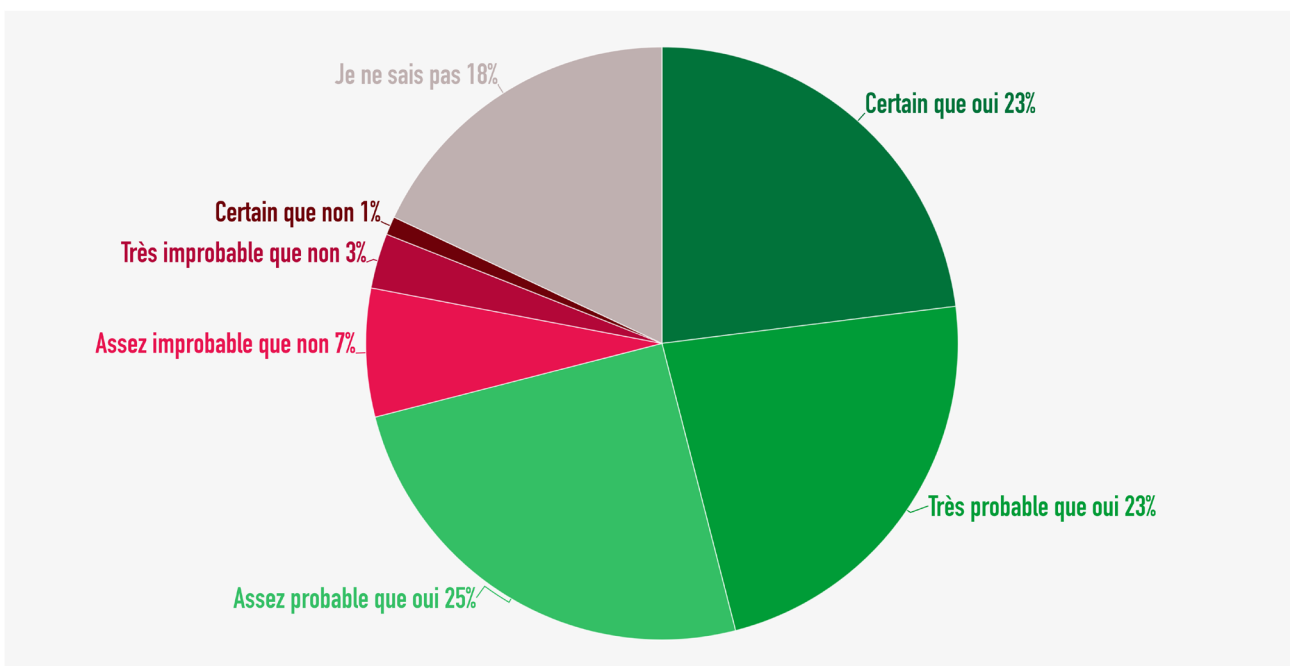
Compte tenu de la marge d'erreur retenue à $\pm 2\%$, nous pouvons remarquer que la quasi totalité des répondant-e-s envisagent l'apparition d'une nouvelle crise. Seuls 10 % considèrent que cet événement est (assez ou très) improbable, tandis que 18 % reconnaissent ne pas savoir.

L'âge est le seul discriminant identifiable sur cette question, 74 % des plus de 45 ans anticipent une nouvelle pandémie contre 59 % des 18 à 34 ans (écart de 15 points).

En revanche, la part des Français-es ayant conscience qu'une pandémie semblable à celle de Covid-19 puisse se reproduire exprime également se sentir, depuis la crise sanitaire, davantage (un peu ou beaucoup) solidaire avec les populations vivant dans d'autres pays (écart de 8 points).



PENSEZ-VOUS QU'UNE PANDÉMIE COMPARABLE À CELLE DE COVID-19 À LAQUELLE NOUS FAISONS FACE ACTUELLEMENT SE REPRODUIRA D'ICI 2030 ?



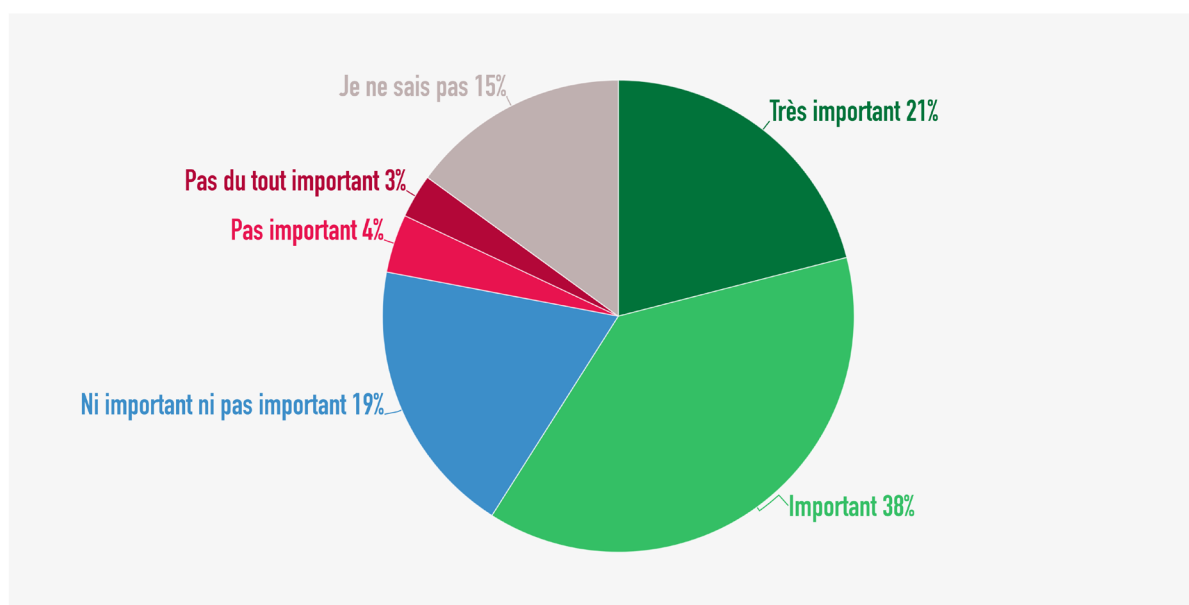
Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2066 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : $\pm 2\%$. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.devcommslab.org

POUR LA MAJORITÉ DES FRANÇAIS-ES, LES PLANS DE RELANCE DOIVENT RESPECTER DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2021, il semble clair pour les Français-es que les défis écologiques, sociaux et sanitaires, se cumulent et sont interdépendants. 59 % d'entre eux déclarent que les plans de relance à l'échelle du monde doivent être « conditionnés au respect de normes environnementales et sociales ».



A L'ÉCHELLE DU MONDE, LES GOUVERNEMENTS MOBILISENT DES MILLIARDS D'EUROS POUR SOUTENIR L'ÉCONOMIE AFFECTÉE PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19. DANS QUELLE MESURE PENSEZ-VOUS IMPORTANT OU PAS IMPORTANT QUE LE VERSEMENT DE CES SOMMES SOIT STRICTEMENT CONDITIONNÉ AU RESPECT DE NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES CONTRIBUANT À UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ?



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2066 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.devcommmlab.org) - Source : www.devcommmlab.org

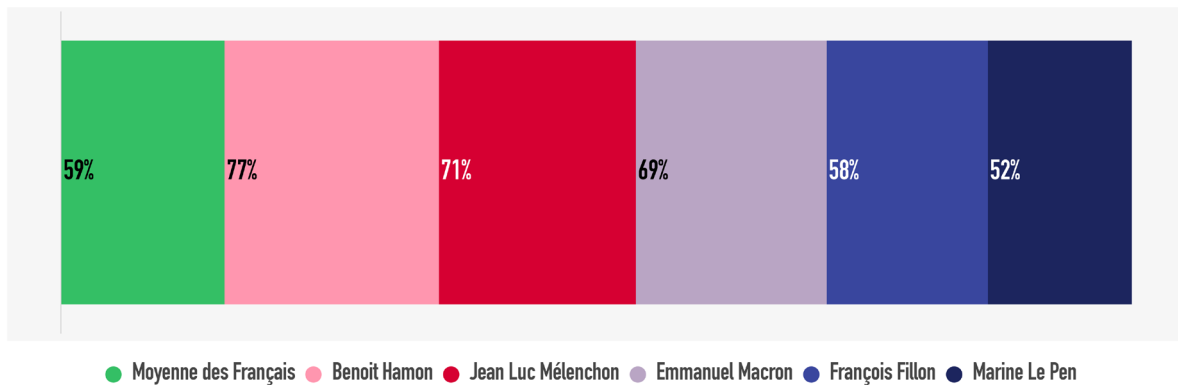
3. LA PANDÉMIE DE COVID-19 : UN NOUVEL ENJEU MONDIAL QUI
NÉCESSITE DES RÉPONSES APPROPRIÉES

Cette exigence est plutôt partagée équitablement par les Français-es quelles que soient leurs caractéristiques sociodémographiques (genre, âge, niveau d'éducation). Les opinions divergent plutôt selon l'orientation politique. Les sympathisant-e-s de gauche (+16 points de pourcentage) et du centre (+8 points) sont proportionnellement plus nombreux que les sympathisant-e-s de droite à souhaiter que la relance de l'économie soit conditionnée au respect de normes environnementales et sociales. Malgré tout, quelles que soient les opinions politiques exprimées, une majorité de Français-es est acquise à cette conditionnalité.



À L'ÉCHELLE DU MONDE, LES GOUVERNEMENTS MOBILISENT DES MILLIARDS D'EUROS POUR SOUTENIR L'ÉCONOMIE AFFECTÉE PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19. DANS QUELLE MESURE PENSEZ-VOUS IMPORTANT OU PAS IMPORTANT QUE LE VERSEMENT DE CES SOMMES SOIT STRICTEMENT CONDITIONNÉ AU RESPECT DE NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES CONTRIBUANT À UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

Selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 30 avril et le 5 mai 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 2066 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur [Focus2030.org](https://www.focus2030.org) - Source : www.devcommslab.org

LE BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, UNE PUBLICATION DE FOCUS 2030

Le Baromètre de la solidarité internationale est une publication de Focus 2030 dont les résultats reposent sur une série d'enquêtes d'opinion par sondage. Cette édition est issue du projet de recherche du « Development Engagement Lab » (DEL, 2018-2024) mené sous la supervision de chercheur·e·s de UCL à Londres et de Birmingham University.

Les questions analysées dans ce Baromètre de la solidarité internationale ont été rédigées par Focus 2030 à l'issue d'un travail participatif rassemblant - outre les chercheur·e·s de UCL et Birmingham University -, une vingtaine d'organisations partenaires, acteurs du secteur du développement et de la solidarité internationale (ONG, think tanks, institutions).

À l'heure où de nombreux bouleversements politiques, technologiques, économiques et écologiques, ont cours à l'échelle planétaire, nous souhaitons saisir la manière dont les Français·es perçoivent le monde qui les entoure, comprennent les grands défis contemporains et plus particulièrement soutiennent (ou non) les actions menées par les acteurs du développement en faveur des populations les plus pauvres et la réalisation des Objectifs de développement durable à l'échelle du monde.

Partant des interrogations et des sujets mis à l'agenda par les acteurs de la solidarité internationale réputés pour le caractère précurseur de leur analyse (climat, inégalités, droits humains, émancipation des femmes, accès aux traitements...), ce travail de recherche vise à saisir à travers des enquêtes comment s'organisent et évoluent les opinions, comportements, ressentis et connaissances vis-à-vis de ces enjeux. En mettant à disposition ces données, Focus 2030 entend contribuer à mettre en débat ce rapport si particulier que les Français·es entretiennent avec les questions de citoyenneté, d'égalité et d'universalisme.

Les résultats et analyses de ce baromètre ne sauraient engager les partenaires de Focus 2030. Ils relèvent de la responsabilité éditoriale de Focus 2030. Si vous souhaitez utiliser publiquement les données du Baromètre de la solidarité internationale, merci de contacter :

Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030 : fabrice@focus2030.org

EN SAVOIR PLUS SUR LE DEVELOPMENT ENGAGEMENT LAB

Le projet Development Engagement Lab (DEL, 2018-2024), est un projet de recherche basé sur des sondages en ligne réalisés en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et aux États-Unis par l'institut YouGov. Cette recherche comparative est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates et menée par Jennifer van Heerde-Hudson (UCL) et David Hudson (Birmingham University).

Pour en savoir plus sur le projet DEL : www.developmentcompass.org



MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes du projet [Development Engagement Lab](#) (DEL, 2018-2024) sont réalisées par l'institut de sondage [YouGov](#) dans quatre pays : France, Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis.

YouGov est un cabinet d'études de marché fondé en 2000 au Royaume-Uni, comprenant 31 bureaux dans 21 pays, dont la France depuis novembre 2011. YouGov dispose d'un panel de 5 millions de personnes à travers 28 pays, de tous âges, genre et groupes socio-économiques. Ce panel permet de constituer des échantillons représentatifs des populations nationales. En France, le panel de YouGov comprend près de 175 000 personnes.

En savoir plus [ici](#).

Méthode d'enquête retenue pour le Development Engagement Lab (DEL)

YouGov mène ses enquêtes en ligne en utilisant un système appelé « échantillonnage actif ». Lors de l'utilisation de l'« échantillonnage actif », des restrictions sont mises en place pour garantir que seules les personnes contactées sont autorisées à participer. Cela signifie que toutes les personnes qui répondent aux sondages YouGov sont sélectionnées par YouGov, à partir du panel des utilisatrices et utilisateurs enregistré·es, et que seul·es celles et ceux qui sont sélectionné·es à partir de ce panel sont autorisé·es à participer au sondage.

Qui sont les répondant·e·s qui participent aux enquêtes DEL ?

Les membres du panel sont recruté·es selon diverses sources, notamment par le biais de publicités classiques et de partenariats stratégiques organisés sur un large éventail de sites web. Lorsqu'une nouvelle personne est recrutée dans le panel, de nombreuses informations socio-démographiques sont enregistrées à partir d'une enquête. Les répondant·e·s recruté·es dans un panel disposent d'un identifiant et d'un mot de passe et ne peuvent répondre qu'une seule fois à chaque enquête en ligne.

L'analyse des données

Une fois l'enquête terminée, les données finales sont ensuite pondérées statistiquement selon le profil national de tous les adultes de 18 ans et plus. La pondération est réalisée par âge, sexe, classe sociale, région, niveau d'éducation, vote des sondé·es lors des élections précédentes et orientation politique. L'« échantillonnage actif » garantit que les bonnes personnes sont représentées dans les bonnes proportions. En combinaison avec une pondération statistique, cet échantillonnage garantit des résultats représentatifs de l'ensemble de la population du pays en question (y compris celles et ceux qui n'ont pas accès à internet).

La rémunération du sondage en ligne

En répondant à des sondages sur YouGov, les utilisatrices et utilisateurs gagnent des « points YouGov ». En fonction de la taille du sondage, le fait de participer à 10 ou 15 enquêtes différentes permet de gagner environ 400 points. 5000 points ont une valeur approximative de 56 € (50€). Il faut atteindre 5000 points minimum avant de toucher une rémunération.

Marge d'erreur

La marge d'erreur retenue pour les enquêtes DEL (entre 2 000 et 6 000 répondant·e·s) est de $\pm 2\%$.

Plus d'information sur la méthodologie sur www.focus2030.org

Focus 2030

Focus 2030, association loi 1901, accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement ;
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement ;
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes.

Focus 2030 intervient principalement en France et en Espagne.

Directeur de la publication :

Fabrice Ferrier

Rédacteurs :

Fabrice Ferrier

Arnaud Gaillard

Léa Fuiet

BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE N°8 FOCUS 2030
